

Révision constitutionnelle : Pastef impose ses amendements face au gouvernement

SD senegaldirect.com/gouvernance-mondiale-lemissaire-de-diomaye-faye-reclame-plus-de-justice-pour-lafrique

La rédaction

June 24, 2026

Gouvernance mondiale : l'émissaire de Diomaye Faye réclame plus de justice pour l'Afrique



La Haute représentante du président de la République, Aminata Touré, a représenté le Sénégal lors du Dialogue annuel du Club de Madrid, un rendez-vous international réunissant d'anciens chefs d'État, responsables politiques et acteurs engagés dans les questions de gouvernance mondiale. La rencontre s'est tenue en présence de nombreuses personnalités internationales et a été ouverte par le roi d'Espagne, Felipe VI.

Au cours de cette tribune, l'ancienne Première ministre a défendu la vision portée par les autorités sénégalaises en faveur d'une réforme des institutions internationales et d'un rééquilibrage des rapports entre les pays africains et les grandes instances de décision mondiales.

Dans son intervention, Aminata Touré a mis en avant plusieurs défis auxquels le continent africain reste confronté. Elle a notamment évoqué les conditions de financement imposées aux économies africaines, estimant que celles-ci demeurent défavorables et freinent les efforts de développement engagés par de nombreux États.

La responsable sénégalaise a également attiré l'attention sur la nécessité de renforcer la transparence dans les mécanismes de taxation des grandes multinationales opérant en Afrique. Selon elle, une meilleure gouvernance économique mondiale passe par des règles plus équitables permettant aux pays du continent de tirer davantage profit de leurs ressources et de leurs activités économiques.

Parmi les revendications portées lors de cette rencontre figure également la question de la représentation africaine au sein des institutions internationales. Aminata Touré a réaffirmé la nécessité d'accorder au continent une place plus importante dans les instances de décision, notamment au Conseil de sécurité des Nations unies, où l'Afrique ne dispose toujours pas d'un siège permanent.

Elle a par ailleurs remis en avant le débat sur les réparations liées à l'esclavage et à la colonisation. Pour la Haute représentante, cette question demeure un enjeu majeur de justice historique et mérite une attention accrue dans les discussions internationales portant sur l'équité et les relations entre les peuples.